

**INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DÉMOGRAPHIQUES**  
**ÉPREUVE DE CULTURE GÉNÉRALE**  
(Concours type A & B (Mars 2014))

---

**Sujet 1** On assiste de plus en plus dans les pays africains, à une montée de la xénophobie.

- a) Expliquer, à l'aide d'exemples précis, de quoi il s'agit.
- b) Quelles sont les causes de ce phénomène ?
- c) Quelles peuvent en être les conséquences ?

**Sujet 2** Lors qu'on considère certains indicateurs sociaux de développement en Afrique, on constate toujours que la situation des femmes reste encore problématique,  
*Comment expliquez-vous cette situation aujourd'hui ?*

**Sujet 3** *Dans une dissertation ne dépassant pas cinq pages , discuter l'actualité de cette analyse*

En effet, faute d'alternatives de développement impulsées par les pouvoirs publics, un nombre sans cesse croissant de citoyens africains trouvent dans leurs propres initiatives et leur ingéniosité les moyens de s'affirmer et de survivre. De nombreuses activités marchandes génératrices de revenus et échappant partiellement à l'emprise des lois et règlements officiels leur servent de support économique. Elles constituent une véritable planche de salut et traduisent souvent une vitalité et une ingéniosité surprenantes au vu des ressources relativement modestes déployées. Ce secteur accueille une population de plus en plus hétérogène : des migrants de toute origine, des jeunes diplômés en quête d'un premier emploi, des laissés-pour compte du système scolaire des chômeurs du secteur moderne victimes des politiques de stabilisation. Les activités informelles exercées à titre secondaire par des femmes et des fonctionnaires publics fournissent des revenus d'appoint indispensables aux ménages urbains.

Devant la montée du phénomène, une région d'intérêt se manifeste un peu partout à leur égard, si bien que l'aide internationale s'est avisée du potentiel des petits métiers au moment même où le bilan de l'industrialisation en Afrique est plus que décevant. Néanmoins, la généralisation des programmes dits d'ajustement structurel leur a porté un coup rude du fait de l'érosion du revenu réel et du rétrécissement de la demande globale. Sans être une panacée ni une opportunité permettant de sortir de la crise, ces formes d'activité relevant de l'économie informelle pourvoient l'essentiel des emplois ouverts aux ménages urbains à l'horizon 2000. Environ deux citoyens sur

trois en vivent déjà et on estime que 93 pour cent des nouveaux emplois dans l'Afrique urbaine des années 1990 seront fournis par ces activités de la débrouille. Ce phénomène est un des grands sujets de préoccupation concernant l'avenir du continent noir, car il interpelle tout un chacun : gouvernements, chambres patronales, syndicats, partis politiques, ONG, citoyen ordinaire, aide internationale.

A la fois productive et re-distributive, l'économie informelle induit en outre des effets appréciables au termes d'intégration économique, de cohérence et de régulation sociale, fonctions pour lesquelles l'Etat s'est précisément révélé défaillant, voire impuissant. Il y a en effet un contraste saisissant entre l'incapacité des élites africaines d'innover sur le plan des institutions politiques et l'ingéniosité dont fait preuve la société civile, les institutions de contrôle, autorégulation, solidarité, promotion économique. Face à ce dynamisme de la société civile, les institutions publiques se caractérisent par un mimétisme, allant jusqu'à une « copie conforme » des institutions des ex-puissances coloniales.

Le tissu multiforme d'activités marchandes et des pratiques sociales qui animent l'économie informelle porte en lui les ferments d'un renouveau culturel par rapport au modèle de développement induit par les élites au pouvoir qui ont privilégié l'étatisme et le renouveau se fonde sur l'esprit d'initiative, la créativité, le travail indépendant et la mobilisation des propres ressources ; autant de ressorts sur lesquels il convient de miser pour l'avenir. Ces attributs de l'économie informelle ne sauraient pourtant suffire à la création d'un essor économique, lequel, pour être durable, nécessite des efforts soutenus d'épargne, des investissements et des progrès technologiques.

**In Maldonado C., Gaufryau et autres, *L'économie informelle en Afrique francophone.***

***Structure, dynamique et politiques, Genève, BIT, 2001, PP. 4-5***